

Numéro 266, 4 octobre 2014

En 2014, notre bulletin devient mensuel et traite, en plus du marché du carbone et du MdP, des mesures d'atténuation appropriées au niveau national (MAAN)

Négociations et forums internationaux

Sommet sur le climat de l'ONU

Le Secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, appelle le monde à « changer de cap » devant la menace croissante que représente le réchauffement climatique. Le numéro un des Nations unies a lancé cet appel à l'ouverture du sommet sur le climat de l'ONU, qui a réuni les dirigeants de plus de 120 pays au siège des Nations unies, à New York.

Le sommet aura permis plusieurs avancées dans le dossier de la lutte contre les changements climatiques, notamment:

- l'ancien Vice-président américain Al Gore a annoncé, de concert avec d'importants fonds d'investissement (entre autres la fondation Rockefeller), une vaste campagne visant à rediriger 50 milliards de dollars, présentement versés au secteur pétrolier, vers les énergies renouvelables et les technologies vertes;
- l'annonce par l'ONU de la création d'un fonds de 200 milliards pour la lutte aux changements climatiques, la « décarbonisation » des portefeuilles d'investissement et le financement de l'adaptation aux changements climatiques;
- une déclaration de 73 États et plus de 1 000 entreprises demandant à ce qu'une tarification des émissions de GES soit mise en place afin de lutter contre les changements climatiques;
- une mobilisation de la société civile sans précédent alors que 675 000 personnes ont marché dans les rues de New York et dans plus de 160 pays dans le monde.

Le Sommet sur le climat de l'ONU s'est clôturé par une allocution de Ban Ki-moon qui a souligné que jamais dans l'histoire autant de dirigeants mondiaux s'étaient réunis en un seul endroit au nom de la lutte contre les changements climatiques. Il a également souligné les diverses annonces et engagements tout au long de la journée. Le Président Ollanta Humala, du Pérou, a appelé les participants à la prochaine conférence sur le climat (COP20) à esquisser un accord clair à adopter à Paris, en Décembre 2015. L'ancienne Première Dame d'Afrique du Sud, Graça Machel, a appelé à faire en sorte que d'ici à la COP20, « chacun de nous ait égalé l'ampleur du défi avec des actions concrètes ».

À noter qu'en marge du sommet, quatre cent mille personnes ont marqué l'histoire dans les rues de New York, se réunissant afin de prendre part à la plus grande marche jamais organisée pour la lutte contre les changements climatiques. Selon les organisateurs, ce n'était pas seulement l'ampleur du mouvement populaire climatique qui a été important, mais également la diversité et le leadership du mouvement qui prend de l'expansion aux États-Unis.

Pour en savoir plus :

<http://www.iisd.ca/download/pdf/sd/crsvol172num18e.pdf>

<http://www.ourpowercampaign.org/peoplesclimatemarch/>

Assemblée générale des Nations unies

La 69^e Assemblée générale des Nations unies (AGNU) a été organisée du 24 au 30 septembre, dans la foulée du Sommet sur le climat du Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon. Lors de la deuxième journée de son débat général, le 25 septembre dernier, de nombreux orateurs ont abordé la question des changements climatiques.

Beaucoup ont exprimé leur appréciation du Sommet sur le climat. János Ader, Président hongrois, a souligné que le Secrétaire général a fait tout son possible pour assurer que le monde en vienne à un accord dans les négociations entourant le climat. Ader a par ailleurs exprimé son inquiétude, en soulignant que beaucoup de discours visent à dévier la responsabilité et reflètent ainsi une certaine étroitesse d'esprit politique. Pour sa part, Kay Rala Xanana Gusmão, le Premier ministre de Timor-Leste, a salué les engagements des pays développés pour fournir des capitaux destinés au fonds d'adaptation, qui dit-il est « essentiel pour les pays en développement et particulièrement pour ceux les plus vulnérables aux effets des changements climatiques ».

Ollanta Humala Tasso, Président du Pérou, a déclaré que des engagements nationaux concrets seront essentiels, tout en soulignant l'importance de mettre en œuvre des solutions

globales à la prochaine Conférence des Parties (COP), dont son pays est l'hôte. Il a exhorté les chefs d'État et de gouvernement à faire preuve de volonté politique d'aller de l'avant de manière constructive sur la question des changements climatiques, en envoyant des délégations ayant une réelle capacité de décision, de sorte que les délégués puissent s'entendre sur des engagements nationaux et des accords contraignants. Tasso a insisté sur les coûts annuels du réchauffement pour son pays, qui représentent 4% du PIB annuel du Pérou, et qui pourraient augmenter de 20% en 2050 sans une action immédiate.

Enfin, Divavesi Waqa, Président du Nauru, a exprimé sa préoccupation que la plupart des annonces du Sommet s'expriment en termes de réductions de gaz à effet de serre (GES) qui se génèreraient au cours de la prochaine décennie ou plus. Waqa a souligné l'importance de nommer un Représentant spécial sur le climat et la sécurité afin d'analyser les impacts qu'aura la crise climatique sur les niveaux de sécurité.

Pour en savoir plus :

<http://climate-1.iisd.org/news/unga-general-debate-reflects-on-climate-summit-future-action/>

<http://www.un.org/en/ga/>

Nouvelles du marché du carbone

L'aviation civile se commet

L'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et l'industrie de l'aviation, représenté par la Air Transport Action Group (ATAG), ont annoncé un engagement pour une croissance durable à travers des actions de réduction des GES en aviation, qui incluent l'amélioration de l'efficacité énergétique, l'utilisation de carburants alternatifs et la mise en place de mécanismes basés sur le marché. L'annonce a été présentée comme une contribution à la Conférence sur le climat, qui s'est tenue le 23 septembre dernier, à New York.

La déclaration conjointe a été annoncée dans le cadre de la « zone d'action » Transport du Sommet sur le climat. Elle a été signée, du côté de l'industrie, par le Conseil des aéroports internationaux (ACI), l'Association du transport aérien international (IATA), le Service de navigation aérienne (CANSO), le Conseil international de coordination pour les associations aérospatiales (ICCAIA) ainsi que le Conseil international de l'aviation d'affaires (ACAC), qui représentent ensemble les différentes composantes de l'industrie internationale du transport aérien.

La part de l'aviation dans les émissions mondiales de GES, actuellement à 2%, devrait augmenter avec l'augmentation de la circulation aérienne, en particulier dans les économies émergentes. La « Déclaration d'action » comprend l'objectif de réduire de moitié les émissions mondiales générées par l'industrie d'ici à 2050 par rapport aux niveaux de 2005. La Déclaration réaffirme également l'engagement du secteur de l'aviation dans une « voie de croissance durable ». Il stipule que les gouvernements, dans le cadre de l'OACI et de l'industrie de l'aviation, en passant par l'ATAG, prennent des mesures pour améliorer l'efficacité énergétique du transport aérien et stabiliser les émissions nettes du secteur à partir de 2020.

Un ensemble de mesures d'atténuation visant à contribuer à la réalisation des objectifs énoncés comprennent:

- le développement de nouvelles technologies plus efficaces, y compris l'élaboration d'une norme mondiale d'émission de dioxyde de carbone pour les nouveaux aéronefs;
- l'utilisation des carburants alternatifs;
- une meilleure utilisation des infrastructures, en particulier la gestion de la circulation aérienne;
- le renforcement des capacités.

Le développement d'un mécanisme basé sur le marché pour l'aviation internationale, qui a été approuvé par la 38^e Assemblée de l'OACI en octobre 2013, sera une autre mesure mise en œuvre. Ce mécanisme sera examiné lors de la prochaine assemblée de l'OACI en 2016 pour une mise en œuvre à partir de 2020.

Pour en savoir plus :

http://www.icao.int/Newsroom/Pages/FR/collaborative-aviation-climate-action-takes-flight_FR.aspx

<http://climate-l.iisd.org/news/icao-aviation-industry-cooperate-on-climate-change/>

Le marché du carbone prend de l'expansion aux États-Unis

Deux des principaux marchés d'échange de carbone aux États-Unis ont récemment organisé des ventes aux enchères qui ont rapporté des centaines de millions de dollars, financement qui devrait se diriger vers de futurs projets « d'énergie propre ». Le mois dernier, le California Air Resources Board a annoncé les résultats de sa dernière vente aux enchères de quotas de plafonnement et d'échange. En Californie, la vente aux enchères du 18 août a généré près de 332 millions US \$, destinés aux financements de « l'énergie propre, la réduction des

émissions, l'allègement de la facture énergétique des consommateurs et le budget de l'État ».

De l'autre côté du pays, l'Initiative RGGI, une société à but non lucratif composée de neuf États du nord-est américain, a déclaré la semaine dernière que sa dernière vente aux enchères a généré près de 88 millions US \$. L'Initiative RGGI est plus ancienne que le système de plafonnement et d'échange de la Californie, ayant récemment célébré le sixième anniversaire de son lancement. « L'expérience des États du RGGI démontre qu'un programme de réduction des GES basé sur le marché régional peut atteindre ses objectifs de manière rentable, tout en maintenant la fiabilité du réseau d'électricité et des tarifs abordables pour les consommateurs », a déclaré Kelly Speakes-Backman, commissaire de la Commission de la fonction publique du Maryland et président du conseil d'administration du RGGI.

Alors que les marchés du carbone attirent de plus en plus l'attention en prévision d'une réglementation fédérale visant à réduire les émissions des centrales électriques, la Californie n'a pas encore trouvé un autre État partenaire pour se joindre au système d'échange de quotas créé l'an dernier et élargi pour inclure le Québec le 1^{er} janvier dernier. Le premier ministre du Québec, Philippe Couillard, a déclaré le 23 septembre dernier qu'il était en pourparlers avec les gouverneurs de la Nouvelle Angleterre sur une éventuelle adhésion à la Western Climate Initiative (WCI), le Vermont ayant déjà exprimé un intérêt particulier pour l'intégration des marchés. Plusieurs barrières subsistent cependant, notamment la différence fondamentale de fonctionnement ainsi que l'écart de prix entre les deux. Alors que les allocations du RGGI se sont vendues 4,88 \$ chacune lors de la dernière vente aux enchères, la Californie a vendu pour sa part à 11,50 \$ lors de sa dernière vente en août dernier.

Pour en savoir plus :

<http://www.renewableenergyworld.com/rea/news/article/2014/09/rggi-chair-says-states-wont-leave-emissions-trading-market-for-california-quebec>

L'évolution du MDP, des MAANs et des mécanismes du marché du carbone

MAAN : derniers faits saillants

Nouvelle MAAN énergie solaire dans la Vallée du Jourdain

Une nouvelle MAAN énergie solaire a été lancée dans la Vallée du Jourdain par le programme Climasmouth, qui soutient la transition des pays du sud de la Méditerranée vers le développement sobre en carbone ainsi qu'en adaptation aux changements climatiques. Le développement durable et démocratique est le principal objectif de la MAAN. Pour l'atteindre, le programme mise sur le renforcement de la coopération régionale, le partage transparent de l'information et le développement des capacités en matière d'atténuation et d'adaptation.

La MAAN vise également à renforcer les capacités institutionnelles d'atténuation des émissions de GES, toujours dans une perspective de développement sobre en carbone. Les capacités seront renforcées dans trois catégories : mesure, rapportage et vérification (MRV), les stratégies de développement sobre en carbone et, le plus important, les MAANs.

Sous l'égide de la ministre de l'Environnement HE Taher Shakhshir, le projet ClimaSouth Jordanie, en coopération avec l'UICN, a récemment organisé un séminaire de formation de trois jours couvrant ses objectifs dans la région. Le séminaire a contribué à mettre à jour le portefeuille MAAN Jordanie, ainsi qu'à développer et à définir des plans d'action sur les MAANs.

Pour en savoir plus :

<http://www.iucn.org/about/union/secretariat/offices/rowa/?18307/New-NAMA-Steps-Developed-for-Solar-Power-Pumping-in-the-Jordan-Valley>

Forum d'investissement à Jakarta : Six MAANs recherchent du financement

Le 12 septembre dernier, le Fonds Indonésien pour le climat (ICCTF) ainsi que le Ministère de la planification du développement national (BAPPENAS) ont tenu le Forum international 2014 sur les investissements en climat et en développement, à Jakarta.

Le Forum a invité 166 représentants des autorités locales et nationales de la République de l'Indonésie, des décideurs publiques et des planificateurs de projets, des bailleurs de fonds multilatéraux, bilatéraux et de développement, ainsi que des représentants d'associations privées et de l'industrie. La conférence visait à faire correspondre les MAANs avec les donateurs internationaux et les investisseurs potentiels. La discussion a permis au

gouvernement de l'Indonésie de justifier son objectif national de réduction de 41% en 2020 par rapport au *statu quo*.

Le Forum a été réalisée en séances plénières et en tables rondes mettant l'accent sur des projets liés aux changements climatiques ainsi que le rôle de la ICCTF, les perspectives de financement du climat national, et les propositions de MAANs, suivie de trois débats consécutifs de chaque proposition. En plus de la séance à huis clos, la ICCTF a fourni un stand individuel pour les développeurs de MAANs, afin d'encourager l'échange interactif d'idées de projets avec des donateurs potentiels.

L'exposition incluait 6 MAANs qui sont actuellement en cours de préparation et qui cherchent un soutien international:

1. Programme MAAN de transport urbain durable (SUTRI) - Ministère des Transports
2. MAAN en éclairage intelligent des rues (SSLI) - Ministère de l'Energie et des Ressources minérales
3. Financement des énergies renouvelables les moins coûteuses en Indonésie - Ministère de l'Énergie et des Ressources minérales
4. Partenariat communautaire des forêts pour la biomasse forestière (CFFBE) - Ministère des Forêts
5. MAAN municipale en gestion verticalement intégrée des déchets solides - Ministère des Travaux Publics
6. MAAN « déchets à énergie » (MAAN ciment) - Ministère de l'Industrie

Pour en savoir plus :

<http://transport-namas.org/transfer-indonesia-icctf-bappenas-climate-and-development-investment-forum/#more-867>

Dossier thématique

La biomasse

Pour beaucoup de gens, les formes les plus familières de l'énergie renouvelable sont le vent et le soleil. Mais la biomasse est la plus ancienne source d'énergie renouvelable, utilisée depuis que nos ancêtres ont appris le secret du feu.

Le terme « biomasse » fait généralement référence à la matière organique qui emmagasine de l'énergie au cours du processus de photosynthèse. La biomasse existe d'abord sous une

forme végétale et peut être transférée, à travers la chaîne alimentaire, à des animaux et leurs déchets. Ces derniers peuvent être transformés et utilisés par les humains pour leurs besoins quotidiens, à travers la production d'énergie par combustion. Plusieurs variétés de biomasses utilisées aujourd'hui viennent sous la forme de produits du bois, de végétation sèche, de résidus de cultures ou forestiers ainsi que de végétaux aquatiques. La biomasse est devenue l'une des sources d'énergie renouvelable les plus couramment utilisées depuis les deux dernières décennies, en 2^e place seulement après l'hydroélectricité dans la production d'électricité. Jusqu'à récemment, la biomasse a fourni beaucoup plus d'électricité renouvelable que le vent et l'énergie solaire combinés. Globalement, la biomasse représente près de 15% de l'offre totale d'énergie et jusqu'à 35% dans les pays en développement, principalement pour la cuisson et le chauffage.

La popularité de la biomasse est sans doute attribuable à son faible coût et à sa nature indigène, c'est-à-dire qu'elle peut être produite et récoltée localement ou régionalement, contribuant ainsi à l'économie locale et augmentant l'indépendance énergétique des parties prenantes.

Si elle est développée adéquatement, la biomasse peut fournir des quantités importantes de bioénergie. En fait, dans de nombreuses analyses sur les stratégies à adopter pour une transition vers les énergies propres, la biomasse durable est une ressource renouvelable incontournable. Mais comme toutes les formes d'énergie, l'utilisation de la biomasse comporte des risques environnementaux inhérents qui peuvent et doivent être atténués. Si elle n'est pas gérée avec soin, la biomasse peut être récoltée à un rythme insoutenable, dégrader les écosystèmes, augmenter la pollution de l'air, consommer de grandes quantités d'eau et, au bilan, générer des émissions de GES nettes au lieu de les réduire.

Les risques associés à l'utilisation de la biomasse sont très variés et dépendent principalement du type de biomasse, de l'endroit où la biomasse est récoltée et utilisée, ainsi que du type d'utilisation. La concurrence pour les terres arables nécessaires pour l'alimentation et la production de biomasse sont autant d'enjeux majeurs concernant la production de biomasse. La perturbation du sol, l'épuisement des nutriments et la diminution de la qualité de l'eau sont aussi des impacts négatifs potentiels de la production de biomasse et de l'utilisation des résidus agricoles et forestiers. La gravité de ces impacts est très dépendante des caractéristiques d'un projet et doit être évaluée à l'échelle régionale et souvent au cas par cas.

Enfin, les processus biochimiques impliqués dans la transformation des matières premières en combustible génèrent quant à eux des polluants atmosphériques, des déchets solides et des eaux usées, ce qui peut aussi affecter négativement l'environnement. La conversion thermochimique de la biomasse en combustibles produit des polluants atmosphériques, dont des particules, du monoxyde de carbone, du sulfure d'hydrogène, etc. D'autres impacts environnementaux découlent de la production et du traitement des eaux usées et des déchets

solides. Les impacts environnementaux générés par la biomasse peuvent être minimisés par la mise en œuvre de pratiques de planification et de conservation méticuleuses, qui utilisent les technologies appropriées de contrôle et qui favorisent l'utilisation durable des sous-produits.

Ses risques étant connus et, dans une certaine mesure, contrôlables, la plupart des scientifiques sont d'avis qu'il existe un large éventail de ressources de biomasse qui peuvent être produites et exploitées de manière durable et avec un minimum d'impacts, tout en réduisant les risques globaux inhérents au système énergétique actuel. L'application d'une politique appropriée est essentielle pour assurer que la filière biomasse génère des retombées environnementales et économiques positives.

PROBIOMASA : une MAAN biomasse en Argentine

L'approvisionnement en énergie domestique en Argentine provient essentiellement des hydrocarbures: 51% provient du gaz naturel et 35% du pétrole et de ses dérivés. Des études menées par le gouvernement avec l'aide de la FAO ont montré le grand potentiel de la biomasse comme source d'énergie. Cependant, des obstacles institutionnels, juridiques, économiques, techniques et socioculturels doivent être surmontés en premier. Afin de lever ces obstacles, cette MAAN a été proposée par l'Argentine, dont l'objectif est de stimuler la production, la gestion et l'utilisation durable de la biomasse à des fins énergétiques, et ce, dans le but de générer un total de 200 MW en énergie électrique et thermique d'ici 2016.

Actuellement, les banques ne disposent pas d'outil d'évaluation technique pour les projets de biomasse, ce qui entraîne un manque d'accès au financement pour ce type de projets. Les institutions financières ont parfois la volonté d'investir ou de financer des projets de biomasse, mais l'expertise manque pour l'évaluation et le suivi. De plus, les exigences environnementales dans le secteur de l'électricité en Argentine ayant été conçues seulement pour les centrales thermiques, les agences provinciales de l'environnement manquent d'outil méthodologique reconnu pour évaluer ce type de projets. Le secteur privé, qui a les capacités d'investir dans la filière biomasse, possède une expertise dans d'autres secteurs d'activités, autres que la production d'énergie; il y a donc un manque d'expertise sur ce marché étant donné que la génération d'électricité à partir de la biomasse n'a pas encore été développée largement en Argentine. En somme, beaucoup de risques subsistent en raison des incertitudes reliées principalement à la performance, à la faible présence de la technologie sur le marché et aux défis logistiques associés à l'approvisionnement en biomasse.

Le développement de projets de biomasse peut certainement avoir un impact positif sur les parties prenantes locales; en conséquence, ces projets doivent être très bien communiqués et la participation des parties prenantes doit être favorisée dès le début, et ce, par un accès facilité à l'information et le renforcement des capacités. L'un des objectifs de la MAAN PROBIOMASA est de préparer un outil de méthodologie pour les banques afin d'être en

mesure d'évaluer techniquement différents projets de biomasse. Ainsi, les banques seront en mesure de financer des projets qui sont techniquement solides. Dans le cadre de la MAAN proposée, une méthodologie multicritères sera également développée afin de permettre la comparaison objective des impacts de différents projets de biomasse.

De la biomasse à partir de la téquila

On retrouve également un exemple de MAAN biomasse dans le secteur de la téquila au Mexique.

La MAAN a trois principaux objectifs :

- L'intégration à un programme environnemental volontaire de l'industrie de la Téquila pour la gestion durable de la vinasse, de la bagasse et des feuilles, tous considérés aujourd'hui comme des déchets.
- Le remplacement des combustibles fossiles dans l'industrie mexicaine par du biocarburant renouvelable provenant de l'agave
- La reconnaissance et l'accréditation des réductions d'émissions dans la production de la Téquila à travers le sceau "Holohuella CO₂" (empreinte carbone hologramme) comme preuve affichée sur la bouteille.

La mise en œuvre de cette MAAN permettra l'évitement des émissions de méthane générées par la décomposition anaérobie des piles de bagasses qui sont actuellement formées à la sortie des usines. Parmi les co-bénéfices, on retrouve la génération d'un revenu additionnel pour l'agriculteur mexicain qui s'impliquera dans la promotion et l'utilisation durable de la feuille d'agave, créant ainsi un tout nouveau marché de 3.5 millions de tonnes de feuilles d'agave par année, non utilisées et sans valeur aujourd'hui. Un programme social à but non lucratif est également attendu. De plus, cette MAAN permettra l'atténuation d'impacts négatifs sur l'environnement puisqu'elle évitera l'élimination inadéquate et irresponsable des déchets solides et liquides de l'industrialisation de l'Agave Téquila dans les usines du pays, protégeant ainsi les sols et les nappes d'eaux souterraines.

Pour en savoir plus :

<http://www.nama-database.org/index.php/PROBIOMASA: Project for the Promotion of Energy from Biomass>

<http://www.nama-database.org/index.php/NAMA for the sustainable use and disposal of the biomass in Mexico, turning it into renewable energy>

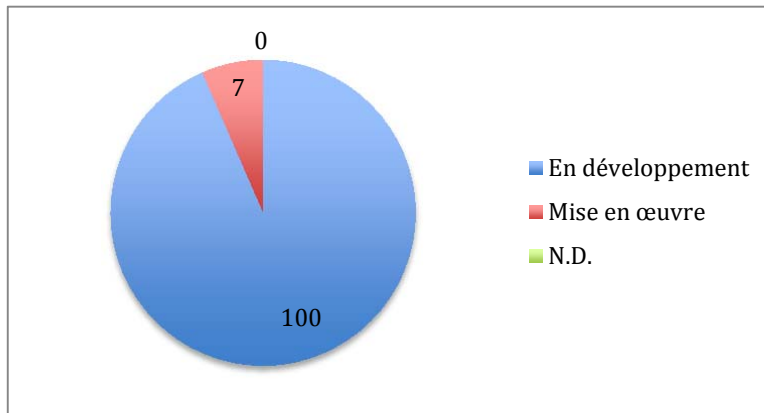
Sélection de rapports d'intérêt et de sources d'information utiles

- Le rapport d'envergure The New Climate Economy, publié le 16 septembre dernier par un consortium d'experts reconnus mondialement, émet des recommandations au secteur privé et aux gouvernements sur les actions à entreprendre pour lutter contre les changements climatiques tout en assurant une meilleure croissance économique, voir <http://newclimateeconomy.report>
- L'agence environnementale européenne publie une étude sur les stocks de gaz fluorés et les émissions de GES associées, voir <http://www.eea.europa.eu/publications/f-gases-2013>
- Le Fonds monétaire international (FMI) a publié un document de travail, intitulé « Dans quelle mesure est-ce que la tarification du carbone est dans l'intérêt des pays. Le rôle critique des co-bénéfices. », voir <http://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2014/wp14174.pdf>
- La Grande-Bretagne publie un rapport en vue des négociations à Paris en 2015, voir https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/352151/HMG_Paris2015_FINAL_VERSION_WEB.pdf
- L'institut international pour le développement durable (IISD) publie une étude sur les effets économiques des changements climatiques sur le secteur des transports, voir http://www.iisd.org/sites/default/files/publications/climate_change_transportation_assets.pdf

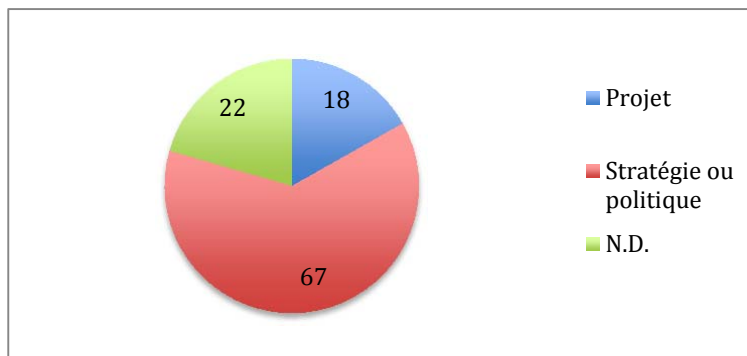
Développement des activités liées aux MAANs

Synthèse des MAANs enregistrées

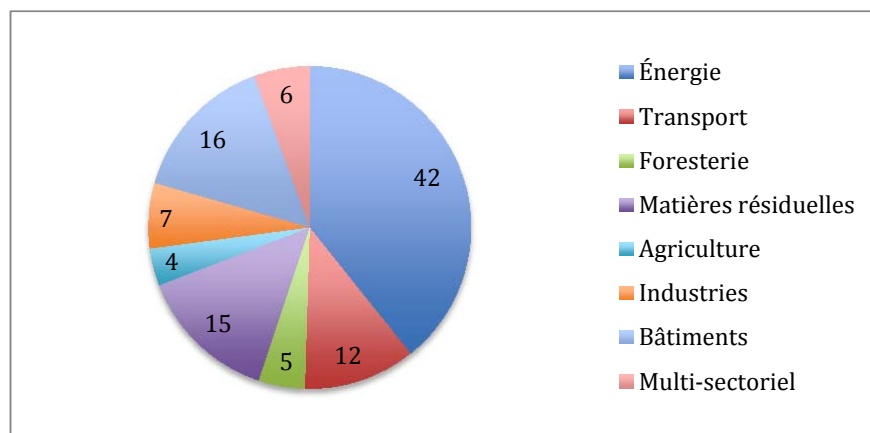
Par état d'avancement :



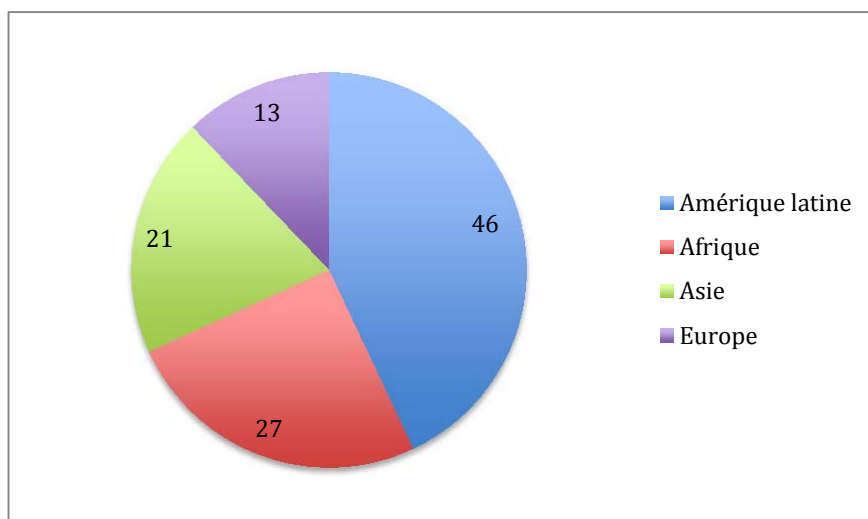
Par type d'action :



Par secteur :



Par région :



Registre officiel des MAANs de la CCNUCC

MAANs cherchant du soutien :

Pays	Titre	Date de création
Chili	Santiago Transport Green Zone (STGZ)	09/11/2014
Soudan	Development of a feed-in tariff NAMA for renewable energy	08/25/2014
République dominicaine	Energy Efficiency in Public Sector	08/01/2014
Mexique	Urban NAMA	06/30/2014
Mexique	NAMA for Sustainable Housing Retrofit	06/08/2014

MAANs cherchant la reconnaissance :

Pays	Titre	Date de création
Uruguay	LNG Terminal with regasification capacity of 10.000.000 m ³ /d of natural gas with possible expansion to 15.000.000 m ³ /d	10/14/2013
Uruguay	Promotion of renewable energy participation in the Uruguayan primary energy mix	10/14/2013
Chili	Clean Production Agreements in Chile	10/14/2013
Serbie	Construction of New Energy Efficient Buildings Based on Energy Efficiency Regulation in Serbia	10/14/2013

Dernières informations sur le support :

Pays	Titre	Date de création
Japon	ODA for Climate Change Measures	08/25/2014
Japon	ODA for Climate Change Measures	07/09/2014
Autriche	Support for Activities related to sustainable Management of Forests	05/15/2014
Autriche	Austrian NAMA Initiative	03/13/2014
Union européenne	Latin American Investment Facility	11/06/2013

Support fourni ou reçu :

Pays donateur	Titre	Réциpiant	Date de création
-	Global Environment Facility (GEF) Trust Fund	Nationally Appropriate Mitigation Actions for low-carbon end-use sectors in Azerbaijan	06/04/2014
Autriche	Support for Activities related to sustainable Management of Forests	Adaptive Sustainable Forest Management in Borjomi-Bakuriani Forest District	05/21/2014

Pour en savoir plus :

<http://www.nama-database.org/>

<http://www4.unfccc.int/sites/nama>

Projets et programmes d'activités du MDP sur le site de la CCNUCC (mise à jour le 20 mars 2014)

- Projets dans le portefeuille de la CCNUCC: 4,8 milliards de tCO₂éq. attendues d'ici fin 2015 et 7,9 milliards de tCO₂éq. attendues d'ici fin 2020
- Projets soumis pour enregistrement: 10 (8 327 405 millions URCE d'ici 2020)
- Projets enregistrés: 7562 (7,6 milliards de URCE attendues d'ici 2020)
- Programmes d'activités (PoA) soumis pour enregistrement : 2 (318 752 URCE d'ici 2020)
- Programmes d'activités (PoA) enregistrés: 264 (109 563 625 URCE d'ici 2020)
- URCE émises pour les projets: 1 492 173 776
- URCE émises pour les PoA: 806 596
- Méthodologies pour les projets de grande ampleur : 89 approuvées
- Méthodologies pour les projets de faible ampleur : 92 approuvées
- Prix de l'URCE: 0,12 € (Spot)

Pour en savoir plus :

<http://cdm.unfccc.int/Statistics/Public/index.html/>

<http://www.cdmpipeline.org>

Les évènements à venir

- Du 1^{er} au 3 octobre 2014, Windhoek (Namibie), Atelier régional africain sur les MAANs
- Du 6 au 8 octobre 2014, Washington D.C. (Etats-Unis), 11^e rencontre du Fonds Carbone du Partenariat pour le Carbone Forestier (FCPF)
- Du 10 au 12 octobre 2014, Washington D.C. (Etats-Unis), Rencontre annuelle 2014 du FMI et de la Banque mondiale
- Du 15 au 17 octobre 2014, Bridgetown (Barbade), rencontre du Fonds vert pour le climat (GCF)
- 31 octobre 2014, sortie du 5^e rapport complet du GIEC
- Du 24 au 28 novembre 2014, Bonn (Allemagne), 81^e rencontre du comité exécutif
- Les 6 et 7 décembre 2014, Lima (Pérou), le Global Landscapes Forum se tiendra en marge de la 20^{ème} conférence des Parties de la CCNUCC
- Du 1^{er} au 12 décembre 2014, Lima (Pérou), 20^e Conférence des Parties de la CCNUCC

Le Bulletin Francophone du Marché du Carbone et des MAANs est un bulletin mensuel édité par l'IFDD

dans le cadre de l'Initiative francophone de Partenariat pour le MDP lancée en avril 2005 par la communauté francophone à Montréal. Les bulletins sont rédigés par ÉcoRessources Inc. (<http://www.ecoressources.com/>) pour le compte de IFDD.

Pour s'abonner au bulletin : http://www.mediaterre.org/mailman/listinfo/initiative-mdp_mediaterre.org

Vous pouvez écrire à l'animateur du réseau Initiative francophone de partenariat pour le MDP à : initiative-mdp-animateur@mediaterre.org